Choisissez le tribunal.

Choisissez l’ordre

**Ordre**

– et –

[Prénom(s)] [Nom]

Inscrit

# AVIS D’AUDIENCE

Le [date], un sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports de l’Ordre a renvoyé au Tribunal certaines allégations de faute professionnelle ou d’incompétence visant l’inscrit.

Dans cette instance, « inscrit » désigne le « membre » tel qu’énoncé dans la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, le Code des professions de la santé, la loi sur une profession de la santé pertinente, ainsi que les règlements y afférents.

**Les allégations sont les suivantes :**

1. **L’inscrit**

**D’autres renseignements concernant ces allégations se trouvent ci-dessous :**

Le Tribunal tient une audience sous le régime des articles 38 à 56 du Code des professions de la santé (Code), de la *Loi sur l’exercice des compétences légales*, et de la *Loi de 2020 sur les audiences tenues dans les instances devant les tribunaux (mesures provisoires) à* la date ou aux dates fixées lors d’une conférence de gestion de l’instance, pour décider si l’inscrit a commis une faute professionnelle ou s’il est incompétent.

L’Ordre dépose le présent avis auprès du Tribunal. Le Tribunal fixe ensuite une date pour la première conférence de gestion de l’instance et en notifie les parties en leur transmettant de plus amples renseignements sur le processus du Tribunal.

**Si l’inscrit ou son représentant ne comparait pas à la conférence de gestion de l’instance ou à l’audience, le Tribunal peut procéde lui, et il n’a pas droit à d’autres avis dans le cadre de l’instance.**

Si le Tribunal conclut que l’inscrit a commis une ou plusieurs fautes professionnelles, il peut rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes en vertu du paragraphe 51(2) du Code.

* Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d’inscription de l’inscrit. Piratâtes
* Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d’inscription de l’inscrit pour une durée déterminée.
* Enjoindre au registrateur d’assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d’inscription de l’inscrit pour une durée déterminée ou indéfinie.
* Exiger de l’inscrit qu’il se présente devant le Tribunal pour être réprimandé.
* Exiger de l’inscrit qu’il verse une amende d’au plus 35 000 $ au ministre des Finances.
* Si la faute professionnelle a consisté dans le fait d’infliger des mauvais traitements d’ordre sexuel à un patient, exiger de l’inscrit qu’il rembourse à l’Ordre les fonds alloués à ce patient dans le cadre du programme ou exiger de l’inscrit qu’il dépose un cautionnement jugé acceptable par l’Ordre pour garantir ce paiement.

**[Ajouter en cas d’allégation de faute entrainant la révocation obligatoire :** Si le Tribunal conclut que l’inscrit a commis la faute énoncée dans l’allégation [insérez le numéro d’allégation], le Tribunal doit obligatoirement, conformément au paragraphe 51 (5.2) du Code réprimander l’inscrit et révoquer son certificat d’inscription, en plus de toute autre ordonnance qu’il pourrait rendre.]

[**Ajouter en cas d’allégation d’incompétence :** Si le Tribunal conclut qu’un membre est incompétent, il peut rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes en vertu du paragraphe 52(2) du Code.

* Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d’inscription de l’inscrit.
* Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d’inscription de l’inscrit.
* Enjoindre au registrateur d’assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d’inscription de l’inscrit pour une durée déterminée ou indéfinie.]

Le Tribunal peut, en vertu de l’article 53.1 du Code, exiger de l’inscrit qu’il paie tout ou partie des frais judiciaires de l’Ordre.

Les Règles de procédure du Tribunal, les Directives de pratique et les guides relatifs à la procédure sont publiés sur le site Web du Tribunal.

Date :[date]

[Nom, adresse, courriel et numéro de téléphone du représentant ou de la partie qui dépose le document.]

**DESTINATAIRE(S) :**

[Nom de l’inscrit ou de son représentant]